

L'actualité politique...

EN BREF

L'exigence d'indépendance

L'ensemble des syndicats de journalistes (SNJ, CGT, CFDT, CGC, FO) se mobilise pour que l'indépendance des rédactions soit consacrée par la loi. Pour l'intersyndicale, «Une information malade, c'est une démocratie en danger. La ministre de la culture, Christine Albanel n'est quant à elle «pas entièrement convaincue de la nécessité d'une loi». Est-ce étonnant lorsqu'on constate que l'ensemble des patrons de presse et de médias ont salué chaleureusement l'élection de Nicolas Sarkozy.

224 et plus si affinités

La même Christine Albanel n'a «pas le sentiment que la presse est complètement muselée». C'est certainement vrai. Le très officiel baromètre Ina'stat constate toutefois que Nicolas Sarkozy est passé 224 fois dans les journaux télévisés entre mai et Août 2007, soit 2 à 3 fois plus que son prédécesseur (75 passages dans la même période en 2002).

La grande braderie

15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus aisés et 5 milliards d'euros d'actifs de l'Etat cédés en 2008. Quant à la défiscalisation des heures supplémentaires, elle vient s'ajouter aux 22 milliards d'euros annuels d'exonérations de cotisations sociales. A ce rythme, les séances de vote du budget vont rapidement plus ressembler à un vide grenier d'Etat pour les riches et le patronat qu'à une répartition au service des Français.



Bourdes sur bourdes

Ségolène Royal dénonce la politique étrangère de Nicolas Sarkozy, l'accusant de «naviguer à vue» et de «faire bourdes sur bourdes». L'attaque est d'autant plus blessante qu'au vu de sa campagne électorale, ce sont deux domaines que Ségolène Royal maîtrise assez bien.

Reculade

Les sénateurs ont adopté lundi 1er octobre une proposition de loi qui doit permettre aux ménages de revenir aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz dans un nouveau logement alors qu'actuellement ces derniers sont liés par le choix de l'occupant précédent si celui-ci a opté pour la concurrence. Il est vrai que l'ouverture à la concurrence se solde pour l'instant par un fiasco puisque seuls 3500 foyers ont choisi de quitter EDF depuis le premier Juillet (La seule POWEO tablait sur 100 000 abonnés fin 2007)

Point de vue

par Marie-Annick BENÂTRE



En prétendant réformer pour mieux répondre aux aspirations des Français, Sarkozy en profite pour mettre en pièces le modèle social français. Son maître mot est la responsabilisation : les chômeurs car certains trichent, les malades qui ne sont qu'imaginaires, les retraités des régimes spéciaux qui eux sont des privilégiés. En même temps, il absout le patronat de toute responsabilité. La liste des mauvais coups est interminable et à la

mesure de son acharnement idéologique. L'offensive libérale est en marche. Les décisions de l'été et, dernièrement, les franchises médicales, le pacte service public 2012, le nouveau contrat social, la politique Atlantiste de Sarkozy... en sont l'illustration. C'est dire que la riposte sur tous ces terrains doit être à la hauteur des enjeux tant sur le plan politique qu'idéologique.

Des résistances s'annoncent : après le 29 septembre, le 13 et le 18 octobre se préparent, d'autres rendez-vous seront fixés. Les possibles existent d'une prise de conscience face aux conséquences des choix de classe de ce pouvoir de droite. Décembre 95 était-il prévisible comme la victoire contre le CPE ? Des facteurs de solidarité s'étaient alors exprimés. Ils peuvent l'être encore aujourd'hui.

Dans ce mouvement, la gauche et, avec leur apport spécifique, les communistes ont une responsabilité. Les forces de gauche se sont entendues pour enclencher la riposte et reconstruire l'avenir. La déclaration des partis de gauche et écologistes du 1er octobre est un point d'appui qui appelle partout des actes concrets. Comment, ensemble, allons-nous porter sur les retraites, le pouvoir d'achat, les services publics... cette exigence de solidarité, de justice sociale, d'égalité, d'une autre répartition des richesses ? Car les citoyens ne se contenteront pas de simples déclarations de bonnes intentions et tout accord d'état-major ne fait pas un rapport de force durable. Travailler à battre en brèche les illusions comme le fatalisme et redonner cohérence aux choix alternatifs doit inviter l'ensemble des forces de gauche à être dans le débat avec les citoyens pour le rassemblement.

« La riposte doit être à la hauteur des enjeux tant politiques qu'idéologiques »

Pour leur part, les communistes ont

à prendre toute leur place dans la construction de ce rassemblement. Être sur le chantier des réformes qui sont annoncées, en montrer les conséquences et porter nos propositions de transformation sociale. Être dans la résistance et dans les réponses à confronter pour construire cette autre société que nous savons possible.

Le temps de la riposte

La riposte à la politique de Sarkozy prend corps. L'activisme du président Duracell comme la collusion des grands médias avec le pouvoir n'y changeront rien, la riposte, des ripostes se font jour. Le 29 septembre, des dizaines de milliers de manifestants (1 500 à Nantes) se rassemblaient contre les franchises médicales. Le projet de durcissement de la législation sur l'immigration, avec, entre autres, les tests ADN suscite à juste raison des réactions diversifiées et des actions d'envergure se préparent. L'annonce de 22 000 suppressions de postes dans la fonction publique n'est sans doute pas pour rien

dans les nouvelles mobilisations syndicales en préparation. Ainsi, 7 syndicats de fonctionnaires organisent une journée d'action mi-novembre en riposte au projet gouvernemental de remise en cause du statut de la fonction publique et en faveur de l'emploi et des salaires. Dans l'énergie, la CFE-CGC et la CFDT appellent à la grève le 18 octobre tandis que le même jour les cheminots CGT se mobilisent pour la défense des régimes spéciaux de retraite. Même les militants UMP et certains parlementaires, tout en plébiscitant le volontarisme de Nicolas Sarkozy s'interrogent face à une politique qui n'a de sociale que le nom.

Que fait la gauche ? Le PS, toujours en quête de stratégie et de leadership, oscillant entre la tentation



centriste et la reconstruction à gauche, semble privilégier le combat parlementaire n'hésitant pas à recourir aux «petites phrases» qui font les délices des médias à l'exemple d'un Jean-Marc Ayrault faisant ce jeu de mot facile à l'adresse du premier ministre : «La faillite, nous voilà !». Les Verts, polarisés par la préparation du Grenelle de l'environnement, invitent Borloo lors de leurs journées parlementaires à Nantes ce qui ne va pas sans troubler nombre de leurs militants à l'exemple de Cécile Duflot, leur première dirigeante. Les

communistes pour leur part sous confrontés à l'enjeu suivant : nourrir la riposte de propositions audacieuses et construire dans une démarche de rassemblement, une nouvelle perspective à gauche. Dès à présent ils entendent faire du 27 octobre une journée nationale d'action et de riposte politique. La préparation de leur congrès extraordinaire début décembre montre qu'il y va de l'avenir du PCF de se poser les vraies questions en y apportant des réponses à la hauteur de la perspective à construire.

De vous à moi...

Pour Nicolas Sarkozy, c'est clair, «il faut dépénaliser les affaires». C'est vrai quoi, c'est triste à la fin tous ces pauvres patrons inquiétés par la justice pour des affaires sans intérêts. 1 million par ci, 1 million par là, pas de quoi en faire tout un plat. Après tout, la corruption, le délit d'initiés, les détournements de fonds, il y a plus grave non ? En tout cas, les dispositions proposées par le président, toujours prêt à passer pour le premier de la classe à l'école des patrons, ravissent le MEDEF. Les mauvaises langues verront certainement un lien de cause à effet avec l'enquête qui touche Denis Gautier-Sauvagnac, négociateur en chef et numéro 2 du MEDEF, suspecté d'abus de confiance et de détournement de fonds pour des sommes allant jusqu'à 5,6 millions d'euros.

Dans le même temps, c'est L'Autorité des Marchés Financiers qui dénonce un délit d'initiés concernant «1 200 initiés [qui] ont vendu plus de 10 millions de titres d'EADS entre mai 2005 et juin 2006 et réalisé ainsi plus de 90 millions d'euros de plus-value». Que les choses soient claires, nous respectons trop la présomption d'innocence pour porter un jugement sur les individus concernés. Mais puisqu'il est question de justice, comment ne pas constater qu'il faut lui donner les moyens de travailler plus et mieux en direction des milieux financiers. Et pour ce qui concerne la justice sociale, les salariés d'Airbus auront certainement constaté que pendant que le président «dépénalise» les affaires, ce sont eux, et leurs emplois qui sont pénalisés !

AS

VITE LU VITE DIT

Cantonale partielle de Pornic

Dimanche 30 septembre, les électeurs du canton de Pornic étaient appelés à élire leur Conseiller général après la démission du maire du chef-lieu, Philippe Boënnec, élu député en juin dernier. Jean-Claude Moullec était le candidat du PCF à cette élection partielle. Avec 2,83 %, il progresse par rapport à l'élection de 2004 lors de laquelle il avait réalisé 2,01 % et retrouve presque ses voix alors que la participation n'est que d'un peu plus d'un tiers contre 65 % en 2004 ! Le candidat du PS réalise un score de 29,1 % contre 30,4 % la dernière fois alors que les Verts ne présentaient pas de candidat (ceux-ci avaient réalisé 6 % en 2004). Avec 50,7 % (contre les 45,3 obtenus par Boënnec en 2004) le candidat de droite améliore le score de l'UMP alors que le MODEM présentait un candidat qui a obtenu 13,8 % ; il faut toutefois noter que le FN passe de 10,7 % en 2004 à 3,4 % cette fois confirmant l'affaiblissement de l'extrême droite au profit de la droite.

Les résultats :
Inscrits : 21 034 - Votants : 7 464 (35,43 %) - Exprimés : 7 316 (34,78 %)
Jérôme PUYBAREAU (PS) : 2 132 voix (29,14 %) - Joseph LAIGRE (MODEM) : 1 013 voix (13,85 %) - Patrick GIRARD (UMP) : 3 712 voix (50,73 %) - Jean-Claude MOULLEC (PCF) : 207 voix (2,83 %) - Marguerite LUSSEAUD (FN) : 252 voix (3,44 %)

Victoire pour Bellacio



La direction des chantiers navals attaquait le site Internet Bellacio pour diffamation, pour avoir relayé un tract syndical de l'USM CGT (voir NLA 835).

Le jugement a été rendu le 02 Octobre. Le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire a prononcé la relaxe de Roberto Ferrario et a jugé la plainte de la direction des chantiers « irrecevable ». Le PCF a aussitôt salué cette « belle victoire contre la criminalisation de l'expression libre ».

Franchises Médicales : la riposte s'organise !



La mobilisation contre les franchises médicales revêt une importance particulière : C'est le premier rassemblement contre Nicolas Sarkozy à l'appel d'une cinquantaine d'organisation et de partis de gauche. Aussi la tension est palpable lorsqu'à 14H00, la place Royale est presque vide. Et puis, ils arrivent peu à peu, constituant bientôt une petite foule de 1500 personnes parmi lesquelles de très nombreux communistes. Le cortège est coloré, animé, dynamique. Les militants rassemblés savent qu'il faudra aller vers de bien plus grandes mobilisations mais c'est un début, la

détermination est là. Et pour cause, le gouvernement tire à boulet rouge sur la protection sociale ! En pratique, les franchises médicales feraient subir aux assurés sociaux un nouveau prélèvement : 50 centimes d'euros par boîte de médicament, autant par acte paramédical et 2 euros par transport sanitaire jusqu'à la limite de 50 euros. Pour Robert Dronnou, qui s'occupe de la commission santé à la Confédération Syndicale des Familles 44, «Avec les franchises, le coût des dépenses de santé deviendrait insupportable. On va tout droit vers une médecine à deux vitesses». Déjà, 15% des français déclarent renoncer à des soins pour des raisons financières. Robert connaît bien les dérives actuelles du système de santé, il a dû lutter contre un dépassement d'honoraire de 400 euros qu'il a refusé

de payer suite à l'opération d'un œil. Avec énergie, il dénonce «ces franchises qui se surajoutent au paiement d'1 euro par acte, aux 16 euros de forfait hospitalier et aux 18 euros par acte supérieur à 91 euros. Tout ça se ressent sur les mutuelles. Il faut une sécu à 100% sans mutuelle». Réunissant quelques dizaines de milliers de personnes dans toute la France, la première journée d'action ne suffira pas à faire reculer le gouvernement. Mais Robert salue «l'esprit collectif et les complémentarités de points de vue» qui ont existé dans le collectif nantais qui a appelé à la manifestation, pour lui, c'est clair, c'est «par l'action collective que nous réussirons.» «Et nous n'arrêterons pas le combat !» tient-il à préciser. Très impopulaires, les franchises médicales sont un pre-



mier test, et pour le pouvoir de droite, et pour ceux qui entendent résister à ses choix politiques. Déjà, la côte de popularité de Nicolas Sarkozy et de son premier ministre viennent de chuter de 6 points (CSA/Le parisien du 02/10/2007)



Grenelle de l'environnement : la supercherie.

Au mois de juin, c'est Jean-Louis Borloo qui a dû remplacer au pas de course Alain Juppé, après sa débâcle à la législative de Bordeaux comme ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables, ministre qui comprend des domaines aussi importants que l'énergie et les transports. Et pour cause, la réussite du Grenelle de l'environnement devait être un moment clé des débuts de l'action de Nicolas Sarkozy. Exit Juppé donc, il fallait un homme fort pour faire du neuf. Effectivement, les conclusions du Grenelle de l'environnement peuvent surprendre l'observateur avisé. Il s'agit entre autres de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'économiser l'énergie, de développer les transports collectifs, de favoriser le transport ferroviaire, d'avoir un programme de rénovation thermique du bâti, d'encourager les énergies renouvelables, de réduire la pollution chimique responsable de maladies graves, de réduire drastiquement l'utilisation des pesticides, de geler les cultures d'OGM en plein champ... Des conclusions qui vont

dans le bon sens donc, pour progresser vers un mode de développement à la hauteur des enjeux écologiques actuels. Jean-Louis Borloo s'apprête t'il à passer dans l'opposition ? En effet, les propositions du numéro 2 du gouvernement à l'issue du Grenelle de l'environnement vont à l'encontre de l'ensemble de l'action menée par Nicolas Sarkozy depuis son arrivée au pouvoir. Il veut favoriser le transport ferroviaire quand le gouvernement casse le fret SNCF. Il veut maîtriser l'énergie alors que le marché s'ouvre à la concurrence et que la fusion GDF/Suez parachève la privatisation de GDF. Que l'on pense aux transports collectifs, à l'énergie, à l'habitat, à la préservation de la biodiversité, à l'éducation, à la santé, l'ensemble de ces domaines appelle une maîtrise publique et l'existence d'outils au service de cette maîtrise, c'est-à-dire les services publics. Or la politique du gouvernement va exactement à l'inverse. En répondant aux exigences du MEDEF et des grands lobbies financiers et industriels, il privatise les services publics, et instaure une fiscalité inégalitaire



qui ne lui donne pas les moyens d'une intervention publique. La politique de communication, chère à Nicolas Sarkozy, touche ici son paroxysme alors même que l'été qui vient de s'achever montre combien les changements climatiques, entre autres, obligent à la mise en œuvre d'urgence d'un autre type de développement, respectueux des hommes et de leur environnement.

CHATEAUBRIANT

Commémorations populaires : l'hommage sincère.



« Les copains qui restez, soyez dignes de nous les 27 qui allons mourir »

C'est en ces termes que Guy Môquet, 17 ans, et les 27 qui allaient mourir sous les balles de leurs tortionnaires, s'adressaient à

nous. Un message plein de courage et de détermination de la part de ceux qui avaient choisi de combattre le fascisme et la dictature au péril de leur vie. Depuis ce 21 octobre 1941, nous nous souvenons, l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, les communistes, la CGT, de nombreux hommes et femmes, divers dans leur approche politique, syndicale ou philosophique qui animent le travail de mémoire pour que le sacrifice de ces hommes ne tombe pas dans l'oubli. Depuis plus de soixante ans, tous les ans, les cérémonies de

Nantes et de Châteaubriant rendent hommage aux 50 otages et au-delà à tous ceux qui avaient décidé en ces heures noires de ne pas baisser les bras contre l'occupant. L'histoire est devenue un enjeu de société. La décision du Président de la République de faire lire la lettre de Guy Môquet dans tous les lycées de France, ou avant le premier match de l'équipe nationale de rugby, pourrait apparaître, notamment pour les élèves des établissements scolaires, positive si elle n'était pas dictée par d'autres visées que celle de rendre hommage aux

jeunes qui résistèrent dès les premiers jours à l'occupation nazie et à la collaboration, si elle n'était pas la marque d'un certain populisme. Chaque année, comme pour cette 66ème cérémonie, nous serons à Nantes, Indre et Châteaubriant en ce week-end d'octobre pour rendre hommage au combat de ces hommes, apprécier leurs idéaux qui ne doivent pas être oubliés, et pour comprendre les défis de notre société d'aujourd'hui pour construire demain. Les avancées sociales et démocratiques qu'ils

nous ont léguées par le programme du Conseil National de la Résistance restent d'actualité dans une période où les menaces gouvernementales contre la sécurité sociale, l'éducation, la santé ou encore la fonction publique et les services publics sont aussi présentes. L'histoire appartient au peuple, elle ne doit surtout pas être instrumentalisée, détournée, falsifiée. C'est ce que nous exprimerons lors de l'hommage que nous rendrons à Guy Môquet et à ceux qui ce 21 octobre 1941 allaient mourir pour l'avenir.

■ De nombreux départ en car

Cette année, des dizaines de cars sont annoncés de région parisienne, et de tout le grand ouest. En Loire-Atlantique des cars sont prévus pour permettre à ceux qui le souhaitent de participer à la commémoration de Châteaubriant.

Car au départ de Nantes :

- Départ 11h45, Place du 8 Mai à Rezé
- place Pirmil 11h 50
- Place du Commerce 12h 15
- Place Zola 12h30
- Place des Chateigniers 12h 45
- Beauséjour 12h 55
- Pont du Cens 13h 05
- Le Cardo 13h 10.

Car au départ de St Nazaire :

- 12H00, parking de la base sous marine.
- Arrêt à la mairie de Trignac à 12H15
- Arrêt place du marché de Montoir à 12H30
- Arrêt aux 6 croix de Donges à 12H45

Pour plus d'informations sur les cars:
Fédération du PCF: 02 40 35 03 00

■ Les cérémonies du 66^{ème} anniversaire de la fusillade des otages de Châteaubriant.

Nantes, vendredi 19 octobre :

Evocation au monument des 50 otages au pont Morand à Nantes à 17 heures 45 intitulée « les saisons de la résistance »

Cette évocation a été écrite par J.C. Baron et sera interprétée entre autres par les élèves de l'école publique de Longchamp, la chorale « Passe moi le sol, le chanteur Pascal Gillet et le pianiste Yoann Héreau.

Indre, dimanche 21 octobre :

Cérémonie à 8 heures 45, rendez-vous au môle sur le quai, défilé jusqu'au cimetière de la commune et hommage aux martyrs.

La Blisière, dimanche 21 octobre :

Rendez-vous à 9 heures place de l'Hôtel de ville de Châteaubriant pour se rendre à la Blisière en hommage aux fusillés du 15 décembre 1941

Châteaubriant, dimanche 21 octobre :

A 13 heures 15, au château, départ du défilé « Visages de résistantes » avec les enfants des écoles du Pays de Châteaubriant.

A 14 heures, rendez-vous au rond point Fernand Grenier pour «Le défilé de la mémoire » jusqu'à la Carrière des fusillés avec les enfants des écoles du Pays de Châteaubriant et l'Harmonie de Châteaubriant. Dépôt de gerbes sous la présidence de Madame Odette Nilès, Présidente de l'Amicale et de Monsieur Alain Hunault maire de Châteaubriant.

Allocution de Marie-George Buffet, Secrétaire nationale du Parti Communiste Français.

Evocation artistique et historique

« Femmes courage »

Evocation écrite et mise en scène par Alexis Chevalier interprétée par 100 comédiens et comédiennes amateurs du Pays de Châteaubriant et les jeunes des établissements scolaires publics.

FRANCE-FLEURS

INTERFLORA

23, rue Aristide Briand
CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 28 08 77

Mme Chaplais

ART FLORAL

11, place de la Motte
Tél. 02 40 81 23 43

VillaVerde

Jardinerie La Rosée

Décoration • Fleuristerie
Animalerie • Pépinière

30, rue Alsace Lorraine 44110 CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 81 05 21 - Fax. 02 40 28 06 06

PIZZERIA - GRILL - RESTAURANT

L'ARLEQUIN

41 rue de la Libération
(à coté de la piscine)

44110 CHATEAUBRIANT

Tél. 02 40 81 85 75

Châte@ubriant

Un Pays à découvrir...

- Un Château Médiéval et Renaissance
- Une Cité riche d'Histoire
- Une Gastronomie recherchée
- Un Pôle d'équilibre économique tourné vers demain

La Cave Les Spécialités

2 rue du 11 novembre
44110 Châteaubriant

Tél. 02 40 81 84 40
Fax 02 40 28 34 41

La Cave Jules Verne

Vincent Bécam sommelier conseil
Jean-Luc Le Bot technicien œnologue
Sylvain Chazé sommelier conseil

78 bd Jules Verne
Route de Paris
44300 NANTES

PRENONS NOTE...

Paris doit agir

Dans un communiqué, l'AFPS dénonce la décision du gouvernement israélien de proclamer la bande de Gaza, déjà assiégée, "entité hostile" avec les conséquences annoncées qu'elle impliquerait. C'est un acte d'une extrême gravité qui constitue une **escalade majeure dans la guerre permanente menée par le gouvernement israélien contre le peuple palestinien**. Elle appelle la France à s'opposer à la décision du cabinet israélien, exiger d'Israël le respect de ses obligations de puissance occupante, sanctionner cet Etat s'il s'y refuse.

Non aux escalades guerrières

Pétition pour un monde sans armes nucléaires à signer en ligne sur le site : <http://www.mvtpaix.org/>

Un commerce qui marche

Plus de 1 200 milliards ont été consacrés en 2006 à la fabrication d'armements dans le monde.

La France a vendu en 2005 pour plus de 6 millions de dollars d'armes aux pays en développement et s'est retrouvée au second rang des marchands d'armes derrière les Etats-Unis

TVA sociale : Nouvelle mouture

Le député J. Chartier vient de rendre à l'UMP le rapport sur la TVA sociale. Il propose la mise en œuvre d'une "TVA pouvoir d'achat" permettant de financer une baisse des cotisations sociales des salariés par des augmentations ciblées de TVA. Il affirme que «Ce système permettrait de rendre aux salariés plus de 14 milliards de pouvoir d'achat».

3 fois plus

C'est ce que prévoit N. Sarkozy en matière de capacité de vidéosurveillance sur le territoire français dans le cadre de la future loi d'orientation et de programmation de sécurité intérieure (Lopsi). Il envie la Grande-Bretagne avec ses 4,2 millions de caméras, soit 20% du parc mondial, et ses avancées technologiques ; les systèmes peuvent lire sur les lèvres, détecter des comportements suspects en analysant les mouvements du corps

Si j'avais su, j'y serais allé

Le 19 avril 2005, des chômeurs, des intermittents du spectacle, des retraités, bref des travailleurs se sont invités au siège de la CFDT pour demander pour quelles raisons et au nom de quoi "les accords" les concernant avaient été signés. Deux ans plus tard, sans autre motif que la violation de domicile, deux des manifestants M. Roger de la Compagnie Jolie Môme et L. Prieur animateur du web média associatif et coopératif sont **mis en examen à la demande de la Direction Nationale de la CFDT**.

Pour signer la pétition : <http://cie-joliemome.org/>

Peine de mort

La coalition mondiale contre la peine de mort a pour objectif la promotion de l'abolition universelle au travers d'actions de plaidoyer et de campagnes d'opinion. **Chaque 10 octobre**, elle organise la Journée mondiale contre la peine de mort. Cette année, cette journée a mis l'accent sur un projet de résolution soumis à l'Assemblée générale de l'ONU prévoyant un moratoire universel sur les exécutions. Une pétition internationale appuie cette initiative.

<http://www.worldcoalition.org/>

Le travail : ce n'est pas toujours la santé !

Les médias bien pensants, quand ils parlent de santé, ne savent que culpabiliser les uns et les autres sur leurs comportements individuels : tabac, alcool, alimentation. Ils oublient pourtant (ou font mine d'oublier) que la santé se dégrade aussi sur le lieu ou à l'occasion du travail.

Les victimes de l'amiante, très présentes dans notre département, peuvent en témoigner. La mal vie au travail révélée notamment par les suicides sur le lieu de travail, l'utilisation de produits toxiques et dangereux, la multiplication des TMS (troubles musculo-squelettiques), la sous déclaration notoire des accidents de travail et des maladies professionnelles, s'ajoutent à ce tableau peu brillant.

Le patronat use d'ailleurs de toute son influence, pour se dégager de toute responsabilité, fait pression sur les salariés, notamment précaires.

Tous ces sujets ont conduit la FNATH (Fédération nationale des accidentés du travail) et l'ANDEVA (association nationale des victimes de l'amiante) soutenue par la CGT et les Mutuelles de France à organiser une manifestation nationale à PARIS le samedi 13 octobre pour exiger que la santé au travail soit enfin prise en compte et que la réparation intégrale soit assumée par ceux qui en sont responsables.

Les communistes ont bien évidemment toute leur place à prendre dans ce rassemblement à l'heure où les franchises dites médicales remettent en cause l'accès aux soins pour toutes et tous et où le gouvernement détruit le caractère solidaire de notre système de protection sociale.

Rémi TESSIER

Amiante mais aussi bois, silice...

Un ouvrier sur 3 est potentiellement, exposé à un risque cancérigène lié au travail. Selon une étude, en 2006, 150 cancers liés au travail ont été recensés en Pays de la Loire.

Plus de 200 salariés du bassin de Saint-Nazaire sont dans l'attente d'une cessation anticipée d'activité après avoir été exposés à l'amiante.



Tout doit disparaître !

Non content d'ignorer les principales revendications des fonctionnaires - pouvoir d'achat, préservation de l'emploi public... , Sarkozy a franchi une étape dans son entreprise de démantèlement du statut de la Fonction Publique. Développement de l'individualisation des rémunérations, remise en cause des concours d'entrée au mépris de l'égalité d'accès, contrat de droit privé, primes au départ... sont autant d'attaques frontales aux garanties collectives

des fonctionnaires. Non seulement le pacte service public 2012 ne leur apporte pas de réponse satisfaisante, mais il met parallèlement en cause le service public. Diminuer le nombre de fonctionnaires ne peut pas donner un meilleur service public. Prétendre trouver une meilleure efficacité aux services rendus, garantir l'égalité de traitement des citoyens en réduisant les moyens ou en laissant le champ libre à la privatisation d'un certain nombre de missions, sont un leurre. Moins d'infirmières, de professeurs, de personnels aux guichets, diminue d'autant la qualité de service pour tous les Français, particu-

Chasse aux chômeurs



N. Sarkozy souhaite renforcer le régime de contraintes et de sanctions pesant sur les demandeurs d'emploi lorsqu'ils refusent «deux offres valables d'emploi ou une formation». Il constate qu'«en 2006, les sanctions ont concerné 2% des chômeurs indemnisés, c'est 4 fois moins que chez nos voisins belges et espagnols... pour des raisons d'efficacité, c'est au nouvel organisme issu de la fusion ANPE-Unedic de prononcer ces sanctions».

Il s'agit donc de construire une super-machine pour mieux contrôler les chômeurs, leur mettre la pression pour qu'ils acceptent le retour à l'emploi dans n'importe quelles conditions. Cette fusion serait bien un outil de coercition à l'égard des chômeurs ; l'indemnisation et le placement, missions complémentaires, seraient ainsi confondus. Or, cette distinction offre des garanties qui pour-

raient être mises à mal. En effet, la nouvelle entité aurait tout intérêt à « placer » tout d'abord, et de gré ou de force, ceux qui lui coûtent de l'argent (les demandeurs d'emploi indemnisés). La logique comptable primerait ! L'Etat garant de l'égalité des citoyens n'aurait plus rien à dire.

Comme le dit D-J. Chertier, ex directeur de l'Unedic (le Figaro du 05/09/07) : « il faut passer de la notion d'ayant droit à une relation contractuelle où le chômeur ne réclame plus ses droits, mais un accompagnement très rapide vers le retour à l'emploi ».

De plus, cette fusion n'est qu'un élément d'un ensemble plus large comprenant le statut du contrat de travail, la réforme du marché du travail... motivé par le seul souci de dédouaner les entreprises de toute responsabilité sociale vis-à-vis de l'emploi et de la formation.

lièrement pour les plus fragiles.

Réformer, c'est réduire pour le gouvernement actuel. Ainsi, le projet de budget 2008 a augmenté le nombre de postes de fonctionnaires qui ne seront pas remplacés en 2008 : 23 900 contre 22 700 annoncés jusqu'à présent. Le projet de

budget 2007 prévoyait la suppression d'un peu plus de 15 000 postes équivalents temps plein.

Au bilan du pacte, seule la dégradation des services publics est garantie. **Hier, les mécanismes de la solidarité, aujourd'hui la fonction publique : tout doit disparaître.**



Evènements, culture, idées.

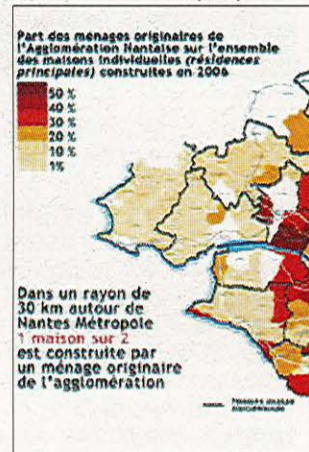
Nantes et la Loire Atlantique

Archipel périurbain : y'a-t-il un pilote dans l'avion ?

Dans sa dernière livraison, la Revue Urbaine nantaise Place Publique publie un copieux dossier : « Jusqu'à où la ville va-t-elle s'étaler ? » qui retient l'attention.

Le géographe Jean Renard, dans un article percutant, "De la ville sans banlieue à l'archipel nantais"(1), y souligne comment l'étalement urbain autour de Nantes a pris une tournure très particulière. Il montre que cette ville, initialement sans banlieue, est devenue en 40 ans une ville archipel dont le bassin de vie s'étend désormais jusqu'à la Vendée et au Maine et Loire. Dans un nouveau système à la fois urbain et rural : rurbain. La périurbanisation touche aussi Saint-Nazaire et le littoral. « Un peu partout dans le département, les frontières d'hier laissent place à des espaces flous peuplés d'habitants en quête d'identités nouvelles ».

L'étalement périurbain D'où viennent les nouveaux habitants du périurbain nantais ? « L'origine de l'étalement urbain tient ici comme ailleurs à la mobilité des ménages qui quittent la ville centre et les grands ensembles pour une maison individuelle en accession à la propriété



plus par foyer) est un bon indicateur des réalités de cet étalement urbain. Il bouleverse les équilibres sociaux et politiques traditionnels. Notamment dans la troisième couronne où il y a peu d'emplois disponibles puisque les nouveaux arrivants s'installent sur des terri-

toires agricoles. Ces « couronnes périurbaines externes accueillent des catégories modestes, dans un premier temps, d'ouvriers et d'employés venus de l'agglomération, aujourd'hui de catégories plus aisées après une vente d'une première acquisition dans l'agglomération, qui se mêlent aux ouvriers ruraux enracinés et aux agriculteurs désormais très minoritaires ».

L'étalement urbain, c'est aussi l'urbanisation des modes de vie. « Les bassins de vie ont évolué. Les limites sont franchies et les frontières d'hier font place à des espaces flous, les nouveaux habitants étant à la recherche de nouvelles identités et de

nouvelles attaches ». Quelle gouvernance pour l'archipel ?

Sous l'effet de l'étalement urbain, le département est en train de devenir un vaste territoire métropolitain. Mais, « il est temps de réfléchir à la forme de la métropole. Elle ne doit pas uniquement se construire autour du fleuve ». C'est dire les enjeux sociaux et politiques qui se profilent entre le département, la communauté urbaine, les agglomérations de Saint-Nazaire et de Guérande, le littoral et les diverses communautés de communes.

Cependant, force est de constater avec Jean Renard que malgré tous les PLU (Plans Locaux d'Urbanisme) et un SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), restreint au seul nord-Loire estuarien, « un outil de gouvernance prenant en compte la totalité des espaces concernés, manque. La métropole est un tout, fait de sous ensembles solidaires, c'est un système. Encore faut-il un pilote dans l'avion ! ». Une interpellation qui pèse son poids venant ici de celui qui est aussi rapporteur général du Conseil de développement de la Communauté urbaine de Nantes.

Place Publique #05, Sep-Oct 2007, 162 p. 10€
1 - Consultable en ligne sur le site : <http://www.revue-place-publique.fr/>

LIRE

Guide historique des rues de Rezé par Yann Vince

On recense environ 750 rues à Rezé. Sur la petite plaque bleue ou bordeaux, apposée au mur, leur nom est une page de mémoire. Beaucoup de noms de rues racontent la commune, son passé proche ou lointain, et selon les époques auxquelles ils ont été attribués, les hommes qui ont marqué leur passage, le patrimoine architectural, végétal.

Ancien archiviste municipal, notre camarade Yann Vince, aujourd'hui adjoint au maire, vice-président de la société des Amis de Rezé, historien passionné et méticuleux, a dépouillé les archives à la recherche des origines du nom des rues de sa commune : "Elles ont été baptisées à partir de 1850, peu après l'arrivée du premier facteur", explique-t-il.

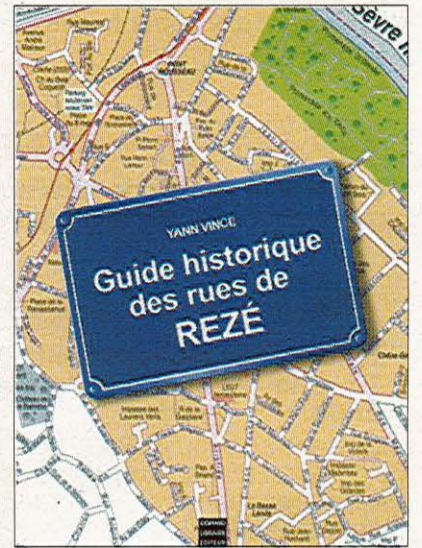
Pourquoi ce nom de rue ? Depuis quand ? C'est pour répondre à ce type de questions que son nouvel ouvrage, présenté cette fois sous la forme d'un guide alphabétique et historique, est proposé au lecteur intéressé par l'histoire locale.

C'est à Trentemoult que tout a commencé : quartier de Rezé très urbain pour l'époque, lacis de ruelles et de passages qu'il fallait bien nommer. La Grande Rue n'évoque pas sa largeur, mais la rue principale. Les autres rues portent les noms des propriétaires que l'on a dû exproprier pour percer la voirie.

À la fin du XIXe siècle, on baptise les rues par souci républicain. À Pont-Rousseau, la rue Félix-Faure honore le Président de la République à sa mort, et la rue Alsace-Lorraine rappelle à la mémoire, la perte des deux régions. La rue Sadi-Carnot, autre président de la République, sera remplacée au lendemain de la Première Guerre par la rue Jean-Jaurès, figure respectée de la gauche nationale.

"Les noms permettent de ne pas oublier", confie Yann Vince, car chacun de ces noms porte une histoire à découvrir grâce ce guide.

Y. Vince, "Guide historique des rues de Rezé", paru le 6 octobre aux éditions Coiffard, 22 €.



La Loire-Atlantique, territoire métropolitain

"L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, un nouveau pont sur l'estuaire en rapport avec un nouveau périphérique au large de l'agglomération (passant par Saint-Philibert, Clisson Ancenis, Nort sur Erdre et Savenay), la remise en état des voies ferrées et l'utilisation optimale de l'étoile ferroviaire nantaise, une vision des espaces ruraux dépassant le cadre purement agricole, la transformation du littoral d'un espace balnéaire en un espace retraite, l'affirmation des fonctions tertiaires du pôle nazairien ; autant de facteurs susceptibles de transformer l'ensemble du département en un vaste et unique territoire métropolitain. Une forme nouvelle de ville, baptisée ville émergente, archipel nantais ou ville éparpillée, naît sous nos yeux. Comment la structurer ? C'est la question du renforcement de pôles secondaires aptes à regrouper emplois, équipements et services, en relais des six grandes zones d'activité situées aux portes de Nantes le long des grandes pénétrantes qui pour l'instant drainent activités et initiatives".

VOIR...



Court Circuit

Expo-Événement hors normes, très branchée, inspirée et décalée... En plus de 10 ans, Court Circuit a su développer avec succès un concept original. Ce salon d'expositions-ventes présentera

pendant 3 jours dans la Halle Alstom, Île de Nantes, 200 créateurs-exposants : Art Contemporain, Mode, la Déco et Design. Avec des perles rares, à dénicher, ou simplement, dévorer des yeux.

Sont également conviés à la fête, des artistes de rue, de cirque, et des comédiens, pour une ambiance conviviale.

Vendredi 19 et samedi 20 octobre : 11h - 22h, Dimanche 21 octobre : 11h - 20h

3 € (gratuit pour les moins de 15 ans). Espace enfants.

Halle 4 Alstom. Tramway - Ligne 1 : Médiathèque ou Chantier Naval.

MÉDIAS

Sarkozy 2 à 3 fois plus de JT que Chirac

Selon une étude de l'INA*Stat, N. Sarkozy est apparu à l'écran 224 fois de mai à août 2007, quand Jacques Chirac n'était apparu que 94 fois de mai à août 1995 et 75 fois sur la même période en 2002. Ont été prises en compte les éditions du soir diffusées par les six chaînes hertziennes, sur les quatre premiers mois de mandat des présidents. Sur le seul mois de mai 2007, l'actuel chef de l'Etat est apparu 79

fois, alors que son prédécesseur n'était apparu que 34 fois dans le mois de son élection en 1995, et 43 fois en mai 2002. En juin 2007, N. Sarkozy était présent à l'écran des JT du soir 46 fois, contre 23 fois pour J. Chirac en 1995.

En juillet dernier, N. Sarkozy est apparu 55 fois. Jacques Chirac affichait un score de 32 en 1995 et 19 en 2002... Enfin en août, période à laquelle l'hôte de l'Élysée était en vacances aux États-Unis, ses occurrences étaient de 44 fois. Pour le spécialiste des médias D. Wolton, ces

statistiques révèlent une "hyperexposition médiatique" du président qui "risque de se retourner contre lui. C'est la théorie de l'en-

citoyens: l'opinion juge des actes avec un décalage dans le temps par rapport à la vitesse de communication".

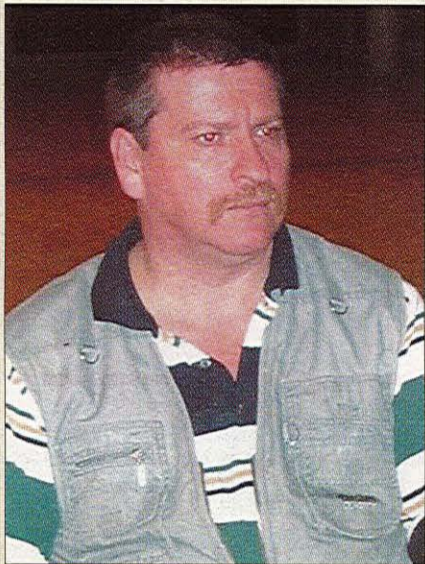


Selon ce chercheur, les médias "sont piégés car ils sont ravis d'être aussi sollicités par les procédés de communication des politiques. Mais la multiplication des informations réduit la distance. Or, il ne se passe quasiment pas une semaine sans qu'un

magazine fasse sa couverture sur M. Sarkozy ou Cécilia... Les journalistes doivent reconsidérer leurs relations aux politiques", conclut-il.

près de vous

Saint-Nazaire
Alain Gavalon,
Maire Adjoint



Laurent BELLIOU étant appelé à de nouvelles responsabilités professionnelles, Alain GAVALON a été élu, le 14 septembre dernier, maire adjoint avec délégation spéciale sur le quartier de Méan Penhoët. Plombier d'exploitation à Gaz de France, militant syndicaliste CGT, Alain est conseiller des salariés et conseiller juridique dans son entreprise. Agé de 46 ans, Conseiller municipal depuis 2004, il habite le quartier de Méan Penhoët depuis trente ans.

Saint-Brévin
50 à 400% d'augmentation pour les ordures ménagères

La décision prise par la majorité de droite de la communauté de communes Sud Estuaire, de modifier le régime fiscal des enlèvements des ordures ménagères et d'instituer une redevance, a provoqué des augmentations allant de 50 à 400% pour les familles les plus nombreuses qui sont souvent les plus modestes. Lancée par un collectif citoyen où les communistes sont très actifs, une pétition a recueilli plusieurs centaines de signatures. Intervenant au Conseil municipal, Jean-Joël MURATI a demandé qu'on entende les habitants et que l'on « mette en place une fiscalité plus juste qui tienne compte des revenus des ménages ».

Transports
60 TER commandés

Sur les lignes Nantes/Le Croisic et Nantes/Redon, fortement sollicitées, les TER vieillissants connaissent des défaillances techniques. Intervenant lors du comité de lignes à Pontchâteau, Gilles BONTÉMPES a souligné que « la Région avait commandé 60 trains neufs » mais que les constructeurs avaient « du mal à suivre ». Le vice président du Conseil régional a par ailleurs rappelé, l'effort sans précédent du plan régional des déplacements qui prévoit 10 milliards d'euros d'investissements et une augmentation des dessertes quotidiennes entre Nantes/Saint-Nazaire qui passeront à 33 allers et retours par jour, Nantes/Le Croisic à 22 et Nantes/Redon à 14.

L'activité

■ Déclaration des élus communistes régionaux délégués aux transports

« Nous sommes pour le service maximum permanent »

Observant que « les conséquences des grèves étaient marginales dans la dégradation du service public du transport régional de voyageurs et que les difficultés quotidiennes des usagers étaient essentiellement dues au manque de moyens financiers pour le fonctionnement et les infrastructures, le manque de cheminots », les vices-présidents communistes délégués aux transports des régions Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence Côte d'Azur ont signé ensemble une déclaration commune sans ambiguïté. Ils y dénoncent une loi sur le service minimum qui a pour objectif « de museler le mouvement social ». Ils soulignent que « les Régions n'ont pas à jouer les briseurs de grève... » et s'élèvent contre ce qu'ils considèrent être « un mauvais coup pour les salariés du transport et pour le monde du travail en général ». Ils appellent « l'ensemble des élus de gauche, les forces politiques de gauche, les organisations syndicales, les citoyens à faire front commun pour résister et mettre en œuvre des choix nouveaux répondant aux besoins des populations ».



Saint-Joachim
L'arroseur arrosé

Reçue en plein été, une note émanant de la sous-préfecture de Saint-Nazaire a vivement réagi Marc JUSTY. Pensant faire réaliser des économies sur le dos des communes, le sous-préfet exigeait qu'à partir de la rentrée de septembre les courriers, autres que les lettres ordinaires, ne soient plus envoyés par la poste mais récupérés par les mairies à la sous-préfecture « à condition de venir le matin et, en cas de dossier particulièrement volumineux de prévenir le service la veille » ! « Voilà une ambition qui coûtera pour chaque timbre poste épargné par la sous-préfecture, un aller-retour et une heure de travail d'un agent communal soit environ 20 euros, à quoi il convient d'ajouter les dépenses de véhicule » a fait remarquer le maire briéron par retour de courrier demandant « par souci de réciprocité », au représentant de l'Etat qu'il veuille bien lui indiquer « quels jours et à quelle heure le vaguemestre préfectoral passera en mairie pour relever le courrier » qui lui sera destiné. Début septembre, le sous-préfet capitulait en rase campagne sans que le maire de Saint-Joachim ait besoin de lui envoyer une lettre recommandée !

Assainissement individuel
Aider les gens à payer la facture

Avec la soirée à Couëron, mardi 25 septembre, se terminaient les réunions d'information dans les 28 communes de Nantes Métropole concernées par l'enquête du « service public d'assainissement non collectif » (SPANC). « La démarche suit son cours et la question du SPANC sera réexaminée lors d'un prochain conseil communautaire » note Michel LUCAS, adjoint au maire de Couëron. « Chacun est conscient que l'action contre la pollution et les équipements périmés est nécessaire, la mise aux normes des assainissements individuels est donc incontournable, admise quasi unanimement par les intéressés, et nous devons la réaliser. Toutefois, compte tenu de l'importance des dépenses à engager, de 5 à 8000 euros, il est légitime que la préoccupation des habitants soit de savoir qui va payer la note. D'autant que ce sont les familles et les personnes âgées à revenus modestes qui sont le plus souvent concernées ». Ce souci est partagé, depuis plus d'un an maintenant, par les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique qui ont proposé des solutions concrètes pour financer les travaux. « On peut imaginer des prêts à taux zéro, un système de crédits d'impôts, des subventions des collectivités locales, de l'Etat (calculées en fonction du revenu des familles), des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Pourquoi pas, inventer des systèmes d'amortissement sur une longue période dont le SPANC se chargerait ?... » Michel LUCAS demande aussi que l'on aide les gens dans leurs démarches techniques (informations personnalisées, édition de dépliants répondant à la diversité des situations...). Enfin, le maire adjoint couëronnais assure que les élus communistes sont disponibles non seulement pour en débattre mais aussi pour aider à concrétiser ces dispositions avec la participation des intéressés.

Conseil régional
La majorité se prononce pour une fusion entre EDF et GDF

Pour sa séance de rentrée, le conseil régional se réunissait en l'abbaye de Fontevraud. Au nom de la majorité régionale, le communiste Bernard BREUX a présenté un vœu concernant la fusion Suez-Gaz de France. Ce projet qui constitue, d'après lui « un reniement du Ministre Sarkozy qui s'est engagé solennellement en 2004 devant les salariés et devant le Parlement de ne jamais privatiser EDF et Gaz de France » compte tenu du « caractère stratégique du secteur de l'énergie face aux enjeux d'approvisionnement et d'environnement ». Si la fusion intervenait, insistait l'élu sarthois, elle « livrerait l'entreprise aux appétits financiers qui demanderaient la fin des tarifs administrés du gaz et l'alignement



sur les prix de marché. » Le conseil régional des Pays de la Loire demande donc au gouvernement « de stopper le processus de fusion engagé entre SUEZ et Gaz de France... que les engagements pris de ne pas privatiser EDF et Gaz de France soient respectés [et] qu'avant toute autre opération de rapprochement entre entreprises du secteur énergétique, soit examinée la possibilité de constituer un pôle public avec les deux acteurs historiques que sont EDF et Gaz de France ».

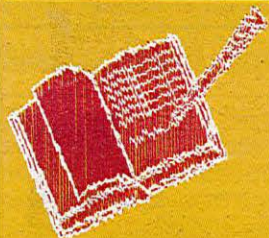
Trignac
Aire d'accueil pour les gens du voyage

Samedi 29 septembre, Jean-Louis LE CORRE, Maire de Trignac, a inauguré une nouvelle aire d'accueil pour les gens du voyage. Dans le quartier de Tréfféac, les 24 emplacements ont immédiatement trouvé preneurs. Ils sont les premiers des 74 prévus sur le territoire de la CARENE. Dans quelques semaines Donges, Pornichet et Méan à Saint-Nazaire ouvriront leurs portes. Montoir de Bretagne sera terminé au printemps 2008.

Montoir de Bretagne
« Jean HALGAND » distingué

Composé de bénévoles, le groupe d'animation touristique et son président Guy NICOLLEAU ont reçu le prix spécial du jury des Ecotrophés décerné par le parc régional de Brière. Mis notamment à l'honneur, le spectacle « Jean HALGAND, marin de Montoir » que soutient avec une toute particulière attention Daniel LE BARILLEC, maire adjoint à la culture.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



2 Octobre :

Comité local de la section de Nantes

9 Octobre :

Assemblée générale des jeunes communistes de Loire Atlantique

11 Octobre :

Comité local de la section de Saint Nazaire (18h00 à la section)

11 Octobre :

Assemblée générale de la section de Rezé (18H30 à la section)

12 Octobre :

Huma café au Lieu Unique à 18h "Mort? le communisme?" avec la participation d'Yvon Quiniou

20 Octobre :

Les Jeunes communistes organisent une exposition sur la résistance dans le centre ville de Nantes ainsi qu'un concert en soirée.

19&21 Octobre :

Cérémonies en hommage aux fusillés de Chateaubriant (Nantes, Indre, Chateaubriant), Voir Page4

24 Octobre :

Assemblée générale de la section de Saint Nazaire (salle numéro 2 de l'agora à 18 h30)

■ TRIGNAC : LE BALLON OVALE DE LA SOLIDARITÉ

Profitant de la coupe du monde de rugby, Trignac, capitale du ballon ovale en Brière, a organisé deux journées originales fortement marquées du signe de la solidarité. Dimanche 23 septembre, les joueurs se sont mis en quinze au profit des victimes de l'amiante. Le Rugby Club Trignacais (RCT) et le XV de l'Atlantique en coopération avec les clubs de Vannes et de la Roche sur Yon ont organisé un après midi de matchs amicaux. Roland Hottelard et Alain Guérif, responsables de l'ADEVA ont remis le trophée de leur association aux trignacais vainqueurs de La Roche sur Yon (21 à 12). 1 850 euros ont été récoltés par le RCT pour soutenir les victimes de l'amiante.



Pour faire marcher les forges «mangeuses d'hommes», il fallait du charbon. Il venait des mines du Pays de Galles. Pendant plus de soixante ans, jusqu'en 1932, il y eut ainsi un important trafic maritime entre Cardiff et le port de Saint-Nazaire.



Comme le montre une très intéressante exposition, inaugurée, mercredi 26, au complexe Alfred BOYER par Sabine MAHE, première adjointe au maire déléguée au sport, le charbon et l'acier permirent d'écrire de belles pages d'histoire et de solidarité entre les deux citées ouvrières. Des pages qui expliquent la naissance du presque centenaire club de rugby trignacais en 1912. L'après midi, sur la pelouse du stade LES-VIERES, les préados et les ados s'en donnaient à cœur joie. On assista ainsi, sous les nuages menaçants, à une rencontre démonstration de « rugby flag » (rugby foulard) entre deux équipes de filles du collège du Pays Blanc de Guérande, à un match très disputé entre les moins de treize ans gallois et briérons, à un tournoi de « rugby citée » opposant Certé à Saint-Nazaire et à une rencontre de gala entre une sélection de jeunes de moins de 17 ans, championne du Pays de Galles et la sélection officielle des moins de 17 ans des Pays de la Loire.

■ TORTURES ET DISPARITIONS DE LA BATAILLE D' ALGER À L'AMÉRIQUE LATINE

Vendredi 28 septembre, le collectif de solidarité avec l'Algérie invitait à inaugurer une rue portant le nom du général de BOLLARDIERE et à participer à une projection débat sur le thème de la torture pratiquée au nom de la France pendant la guerre d'Algérie.

En poste en Algérie en 1957, le général JACQUES PARIS de BOLLARDIERE, Compagnon de la Libération, médaillé de la France Libre, dénonce dès qu'il en a connaissance, la torture utilisée par l'armée contre « la guerre subversive ». Dans le quartier de Saint-Marc à Saint-Nazaire, une avenue porte aujourd'hui son nom. Incompris de sa hiérarchie, condamné à 90 jours de forteresse, prévoyant le désastre algérien, il démissionnera. « Quand je vois les écoles de guerre, je voudrais qu'on puisse les transformer en écoles de résolution non violente des conflits » dira SIMONE, sa femme, en dévoilant la plaque.

Salle comble, spectateurs debout à l'Agora pour une projection édifiante du film de MARIE MONIQUE ROBIN « Escadrons de la Mort, l'Ecole Française ». La grande majorité des participants découvrent, témoignages à l'appui, que dès la Bataille d'Alger, stratèges et généraux français (dont le célèbre général AUSSARES) mettent au point les règles du combat contre « la guerre subversive » impliquant la torture à grande échelle et la « disparition » des opposants. Ces règles, avec la bénédiction du gouvernement et en premier lieu de PIERRE MESMER, alors Ministre des Armées, ils exportent en Amérique Latine dès le début des années 60. Donnant conférences et cours dans les écoles militaires, les instructeurs et généraux français seront les inspireurs directs des plus implacables dictatures des années 70 du Chili à l'Argentine en passant par le Brésil, le Paraguay... Le manuel d'AUSSARES sera enseigné aux généraux américains avant leur départ en Irak en 2004 ! « Quand je vois ce film, je suis horrifiée, j'ai honte d'être Française » dira bouleversée SIMONE de BOLLARDIERE. « Je pars bientôt à Buenos Aires témoigner au procès de généraux que j'ai interviewés. En France, la guerre d'Algérie est terminée depuis 45 ans, et nous ne sommes pas prêts à juger nos criminels de guerre » constate à regret MARIE MONIQUE ROBIN. « MAURICE AUDIN, enlevé par les chasseurs parachutistes du général MASSU a « disparu » en 1957. Sa veuve a écrit à NICOLAS SARKOZY pour qu'on lui dise enfin la vérité sur la mort de son mari. Le 22 octobre, à l'invitation du Président de la République, on lira la lettre de GUY MOQUET dans les lycées. On devrait aussi lire celle de JOSETTE AUDIN écrite en juillet et restée sans réponse » propose CHARLES SYLVESTRE, journaliste, signataire de l'appel des douze lancé le 31 octobre 2000 pour la condamnation de la torture pratiquée au nom de la France pendant la guerre d'Algérie.



Espace jeunes



Aujourd'hui plus 79% des étudiants sont obligés de travailler, à l'année ou en saison, pour se payer leurs études et mener une vie correcte. Or les loyers augmentent de plus en plus et les offices HLM, bien qu'accordant des

appartements aux étudiants ne peuvent offrir des logements à tous, de même en ce qui concerne les organismes qui ne fournissent des logements qu'aux étudiants. Un loyer dans le centre de la ville est désormais très

« Comment parler d'indépendance financière quand on voit le manque d'argent chez les étudiants ? »

élevés pour un jeune qui doit, en plus, se payer ses études, car même si les frais d'inscriptions sont peu onéreux pour les boursiers il reste encore à financer l'achat des livres, des feuilles,

des photocopies sans parler de la nourriture et les transports pour beaucoup.

Comment parler d'indépendance financière quand on voit le manque d'argent chez les étudiants ? Le premier cap n'est pas facile à franchir, savoir gérer son budget soi-même quand on se lance dans une vie en "autonomie" relève du défi quand les besoins dépassent les apports. Et pourtant un grand nombre d'entre eux est obligé de se trouver un logement sur la ville de leurs études et sont prêts à accepter n'importe quoi pour ne pas avoir à faire le trajet tous les jours.

Quel avenir nous attend ? Les solutions que nous apportent la droite aujourd'hui ne combleront en aucun



cas le déficit financier dont sont victimes les étudiants et pousseront encore plus les barrières sociales qui existent déjà et se traduisent bien souvent par un déséquilibre dans la balance des chances de réussite.

Julie Broussaudier.